

### Ajournement

Sans vouloir le moins du monde fermer la porte aux films étrangers, il nous faut également des films produits par des Canadiens et reflétant l'expérience canadienne. Le gouvernement finance des films directement par l'intermédiaire de la Société de développement de l'industrie cinématographique et, indirectement, grâce au dégrèvement de 100 p. 100 sur les frais d'immobilisation visant à inciter les contribuables canadiens à investir dans des films canadiens. Dans les 38 productions canadiennes qui jusqu'ici ont obtenu le dégrèvement de 100 p. 100, 88 p. 100 des principaux postes de création étaient occupés par des Canadiens. En outre, seuls les particuliers et les sociétés payant des impôts au Canada peuvent bénéficier de ce dégrèvement et, pour y avoir droit, ces personnes doivent être propriétaires du film.

● (1812)

Je me félicite que le député ait remarqué les avantages prévus par le gouvernement en faveur de l'industrie du long métrage et de la société de développement de ce secteur. Il note que le gouvernement a fait un geste. Je regrette toutefois que ce geste et l'amorce d'une politique du film lui paraissent insuffisants.

Il est indéniable que cela est de nature à favoriser la production de films financés et réalisés par des Canadiens. Dans le secteur de la distribution, la situation est beaucoup plus grave. Le député a dit avec raison que nos principales entreprises de distribution et de projection sont des sociétés à capital étranger, dont les bénéfices réalisés au Canada ne sont généralement pas réinvestis de manière à favoriser notre industrie cinématographique. Le ministre avait déjà dit au député que cette situation préoccupe grandement le gouvernement. Le gouvernement étudie actuellement des formules tendant à remédier à cette situation, et il espère être en mesure d'annoncer une décision avant la fin de l'année.

#### LES FINANCES—L'INCIDENCE SUR L'EMPLOI DES STIMULANTS FISCAUX CONSENTIS AUX SOCIÉTÉS

**M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, le 25 octobre, j'ai interrogé le ministre des Finances (M. Chrétien) sur la politique fiscale des revenus et la création d'emplois dans l'industrie. J'aimerais revenir plus amplement sur cette question aujourd'hui, car je pense que le ministre n'a pas répondu pleinement à ma question.

J'ai donné l'exemple de Northern Telecom, filiale de Bell Canada. Dans le cadre général des concessions fiscales de 1,200 millions annoncées au budget de mars dernier dans le but de favoriser la création d'emplois, et présentées par la suite par le ministre des Finances, Northern Telecom recevrait environ 3 millions de dollars. Malgré cela, elle a décidé de licencier au-delà d'un millier de travailleurs, surtout en Ontario et au Québec. J'aimerais également attirer l'attention du ministre sur le fait que la société Northern Telecom n'est pas la seule dans son cas.

En vertu des mêmes dispositions, la société Alcan du Canada doit bénéficier d'un dégrèvement fiscal de 11 millions de dollars. La société a déjà annoncé qu'elle avait débâché 400 employés à Terre-Neuve afin d'accroître ses activités au Mexique. Bien sûr, la Chambre sait que l'INCO a bénéficié de concessions fiscales de l'ordre de 10 millions de dollars aux termes de ces dispositions et qu'elle a annoncé le licenciement

de plus de 3,500 travailleurs alors qu'elle accélère ses activités en Indonésie et au Guatemala. Quant à la société Noranda, qui recevra environ 5 millions de dollars à ce chapitre, elle a déjà licencié 400 employés et l'avenir de quelque 1,700 employés de la région de Gaspé est incertain.

Les mesures d'incitation fiscale à l'intention des grandes sociétés et annoncées dans le budget aux fins de stimuler l'expansion dans l'industrie, et partant, la création d'emplois, sont demeurées sans effet. Le ministre ferait mieux d'être sincère et de l'avouer afin d'éviter le gaspillage de 1.2 milliard de dollars en concessions fiscales accordées à de grandes sociétés alors que celles-ci ne tentent même pas d'en réaliser les objectifs, nommément la création d'emplois.

Pourquoi un homme d'affaire sensé se prévaudrait-il de ces mesures incitatives en ce moment pour relancer ses activités quand il se rend compte que l'industrie du pays ne fonctionne qu'à environ 80 p. 100 de sa capacité, même avec ces stimulants? Comme la demande est faible, les entreprises ne peuvent pas vendre la totalité de leur production. En conséquence, tout stimulant de cet ordre à une époque où la demande n'est pas forte sera inefficace.

Les statistiques me donnent raison là-dessus. Depuis l'annonce de ces concessions fiscales, le seul secteur manufacturier a connu 34,000 licenciements en dépit des prétendus stimulants destinés à créer de nouveaux emplois. Ces mesures incitatives ne sont pas les bonnes dans la conjoncture actuelle. Cet argent pourrait être dépensé plus efficacement.

● (1817)

Je sais que le ministre a prétendu que si nous n'avions pas donné ces 1,200 millions aux sociétés, les licenciements auraient pu être pires. Il n'en avait pas été question lors du premier budget. On nous a dit que ces stimulants étaient nécessaires pour l'expansion et la création de nouveaux emplois, et non pour éviter que la situation ne se détériore. De plus, il est très facile de prétendre que si nous ne consentons pas ces stimulants, le chômage empirera. J'aimerais savoir, si les sociétés prétendent cela, qu'est-ce qui garantit au gouvernement qu'en échange de ces dégrèvements fiscaux, certaines conditions seront remplies.

Si l'on doit priver le Trésor public de 1,200 millions de dollars en impôts sur le revenu des sociétés, on devrait poser certaines conditions pour accorder ces concessions fiscales. Le ministre a dit qu'il n'y avait pas d'examen des diverses industries pour voir si elles remplissent les exigences ou les promesses que le ministre a annoncées dans son budget.

Les 1,000 plus grandes sociétés du pays ont bénéficié davantage de concessions fiscales que tout autre secteur de l'économie. Je pense immédiatement au fait qu'elles ont pu retarder le versement de 9 milliards en impôts sur le revenu des sociétés. Cela équivaut à un prêt sans intérêt de 9 milliards de dollars. Cela, ainsi que ce que l'on a annoncé récemment dans le budget, ne sont pas des programmes propres à créer les emplois dont nous avons besoin. Toutes ces incitations et ces concessions fiscales n'ont fait qu'entraîner plus de licenciements, une plus grande expansion des multinationales à l'étranger et le pire chômage que nous ayons connus depuis la dépression.